

RÈGLEMENTANT LE STATIONNEMENT  
DES VÉHICULES AUTOMOBILES

AU DROIT DU N° 56, RUE DE GARCHES

C.T.

Le maire de la ville de Saint-Cloud,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-1, L. 2213-4, L. 2213-5 et L. 2213-6 ;

**Vu** le Code de la route, notamment les articles R. 411-25, R. 417-10 et les textes s'y référant ;

**Vu** l'arrêté municipal n° 2022-478 en date du 3 février 2023, fixant les conditions de stationnement dans l'ensemble du territoire communal ;

**Vu** la délibération n° 2015-94 du 19 novembre 2015, instaurant les redevances d'occupation privative temporaire du domaine public routier ;

**Vu** la décision n° 2022-306 du 7 juillet 2022, instaurant les nouveaux montants des redevances d'occupation privative temporaire du domaine public routier à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2022 ;

**Vu** l'arrêté municipal n° 2020-323 du 9 septembre 2020, portant délégation de fonction et de signature à Mme Capucine du SARTEL ;

**Vu** le règlement de voirie approuvé par le Conseil municipal le 10 mai 2012 ;

**Vu** la demande de Mme BOURDAIS Marie, datée du 3 février 2023, en vue de réserver des emplacements pour permettre le stationnement d'un camion de livraison au droit du n° 56, rue de Garches ;

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Du lundi 27 février au mercredi 1<sup>er</sup> mars 2023, le stationnement des véhicules automobiles sera interdit et déclaré gênant sur une place de stationnement au droit du n° 56, rue de Garches. La circulation des piétons sera maintenue sur le trottoir.

**Article 2 :** Redevance pour occupation du domaine public

Le montant de la redevance est fixé comme suit :

		REDEVANCE/PLACE/JOUR	32,50 €
PLACE OCCUPEE	1 PLACE	REDEVANCE TOTALE	97,50 €
DUREE DE L'AUTORISATION	3 JOURS		

Cette redevance sera acquittée à réception de l'avis des sommes à payer adressé par le Centre des Finances Publiques à :

Mme BOURDAIS Marie

**Article 3 :** La signalisation afférente à la présente réglementation sera déposée et mise en place par les services techniques municipaux.

**Article 4 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

**Article 5 :** Une ampliacion sera donnée au directeur des services techniques municipaux, au commissaire de police et au responsable de la police municipale, afin, chacun en ce qui le concerne, de faire appliquer le présent arrêté.

Fait en l'hôtel de ville de Saint-Cloud, le 22 FEV. 2023

Pour le maire de Saint-Cloud et par délégation,

  
Capucine du SARTEL,  
Adjointe au maire déléguée à la voirie,  
à la propreté et à la mobilité.

Publication électronique de l'acte le : 22 FEV. 2023

Numéro :

Ou notification de l'acte le :

Acte exécutoire le :

22 FEV. 2023

**N.B. Délais de recours**

*Dans un délai de deux mois à compter de sa publication, la présente autorisation peut faire l'objet :*

- *d'un recours gracieux à l'auteur de la décision ;*
- *ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.*

*L'exercice d'un recours gracieux dans les deux mois qui suivent la publication de l'autorisation prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse de l'Administration au recours gracieux. L'absence de réponse de l'Administration au recours gracieux au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.*